



NATIONS
UNIES



**Conférence diplomatique de
plénipotentiaires des Nations Unies
sur la création d'une Cour criminelle
internationale**

Rome, Italie
15 juin - 17 juillet 1998

Distr.
GENERALE

A/CONF.183/12
17 juillet 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

DECLARATION DE LA DELEGATION DU ROYAUME DES PAYS-BAS

La délégation du Royaume des Pays-Bas déclare que le principe du partage équitable des coûts en ce qui concerne l'exécution de la peine d'emprisonnement découlant d'une sentence irrévocable prononcée par la Cour criminelle internationale est un devoir impératif d'importance primordiale pour tous les Etats Parties au présent Statut.

Sur cette base, ce principe sera défini plus en détail lors des futures négociations préparatoires.

L'obligation subsidiaire de l'Etat hôte de détenir le condamné si la Cour n'a pas pu désigner d'Etat de détention ne s'appliquera qu'à titre exceptionnel, une telle situation n'étant pas conforme, par nature, au principe du partage équitable des coûts.
